

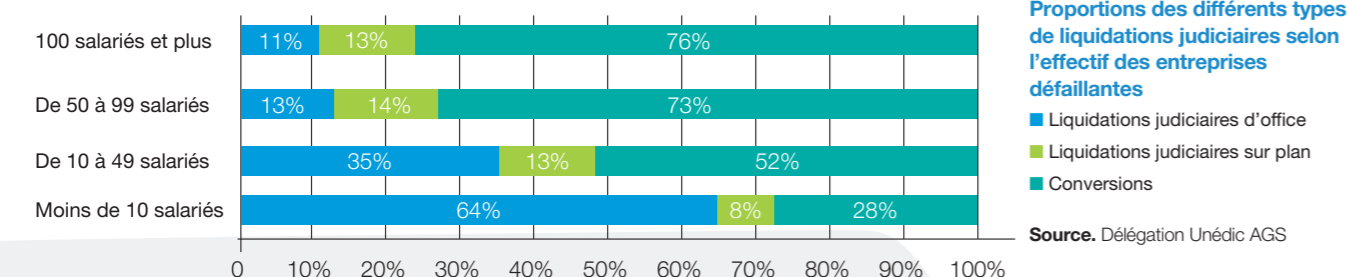
## Les affaires AGS ouvertes ou converties en liquidation judiciaire de 2009 à 2013

**Champ.** Ces statistiques sont relatives aux entreprises défailtantes pour lesquelles une liquidation judiciaire a été prononcée en 2009, 2010, 2011, 2012 ou 2013 et qui ont fait l'objet d'une intervention de l'AGS au 31 mars 2014.

### Caractéristiques

#### Plus de 3/4 des LJ relatives à des entreprises de 100 salariés et plus ont été précédées d'un RJ ou d'une SV

Quelle que soit l'année de prononcé du jugement, les liquidations judiciaires analysées sont pour environ 60% d'entre elles des liquidations judiciaires d'office et se rapportent très majoritairement à des entreprises de moins de 10 salariés (84%). Toutefois, plus la taille des entreprises est importante et plus le poids des liquidations, suite à un redressement judiciaire ou à une sauvegarde, s'accroît. Ainsi, 76% des liquidations judiciaires ordonnées de 2009 à 2013 pour des entreprises de 100 salariés et plus concernent des conversions et seulement 11% des liquidations judiciaires directes.



### Fait marquant

#### Un taux de récupération en augmentation avec la taille des entreprises

Au 31 mars 2014, le montant des avances effectuées dans les affaires ouvertes ou converties en liquidation judiciaire en 2009 s'élève à 2,08 milliards d'euros (1,89 milliard pour 2010, 1,85 milliard pour 2011, 1,93 milliard pour 2012 et 1,79 milliard pour 2013) avec un taux de récupération de 30,1% (28,9% pour 2010, 27,6% pour 2011, 25,3% pour 2012 et 16,2% pour 2013). Pour les liquidations judiciaires d'office de 2009, 83% du montant récupéré au 31 mars 2014 l'a été en 2009, 2010 et 2011 : de façon plus générale, une grande partie des récupérations est réalisée au cours de l'année d'ouverture de la procédure et des 2 années suivantes.

Quelle que soit l'année de jugement retenue, le taux de récupération s'amplifie avec la taille des entreprises. Il est en moyenne de 33,8% pour les affaires relatives à des entreprises de 100 salariés et plus et de 17,5% pour celles afférentes à des entreprises de moins de 10 salariés. Sur les 5 années de jugement étudiées, plus de la moitié des affaires portant sur des

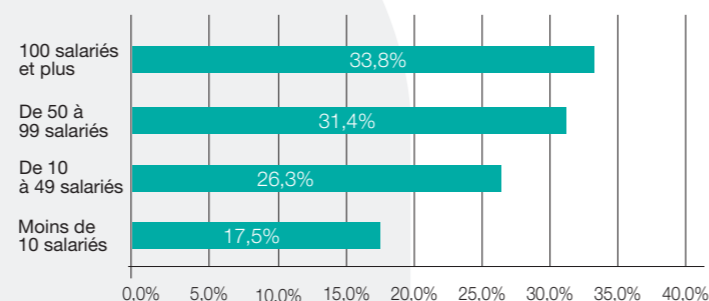
### A noter

#### Plus de 40% des liquidations judiciaires sont clôturées pour insuffisance d'actif au bout de 2 ans

Au 31 mars 2014, 80% des liquidations judiciaires prononcées en 2009 sont clôturées pour insuffisance d'actif (72% pour 2010, 59% pour 2011, 37% pour 2012 et seulement 8% pour 2013) et moins de 1% pour extinction du passif. La proportion des liquidations judiciaires clôturées pour insuffisance d'actif en moins de 2 ans s'élève à environ 42% aussi bien pour les liquidations prononcées en 2009 que celles ordonnées en 2010 et 2011.

entreprises de moins de 10 salariés n'ont donné lieu à aucune récupération au 31 mars 2014.

#### Taux de récupération (au 31 mars 2014), selon la taille des entreprises des affaires AGS ouvertes ou converties en liquidation judiciaire de 2009 à 2013



Source. Délégation Unédic AGS

**Définition.** Pour une affaire AGS donnée, le taux de récupération est égal au rapport entre les sommes récupérées et les sommes avancées.

## Faits marquants

**Ce bulletin d'information vous présente des statistiques exclusives sur la garantie des salaires et les activités de l'AGS dans le cadre des procédures collectives. Les évolutions chiffrées sont indiquées sur 12 mois glissants, c'est-à-dire les 12 derniers mois arrêtés à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2013 et du 1<sup>er</sup> trimestre 2014, afin de fournir des résultats qui tiennent compte des délais nécessaires à la transmission des informations entre les différents intervenants des procédures collectives et à leur enregistrement.**

### Poursuite de l'augmentation des interventions AGS

Après une année 2013 très destructrice d'entreprises, le début 2014 marque une nouvelle hausse des défaillances. Le nombre de cessations de paiement s'est accru de +3,4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 (source Altarès), pour se situer à un niveau analogue à celui relevé au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 et menacer directement plus de 60 000 emplois. Cette importante et persistante sinistralité des entreprises engendre de nombreuses sollicitations auprès de l'AGS, dont les principaux indicateurs d'activité continuent d'être orientés à la hausse.

L'augmentation sur 12 mois glissants du nombre d'affaires AGS ouvertes en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire s'établit à +3,3% à fin décembre 2013. Dans le même temps, le nombre d'interventions en procédure de sauvegarde a connu un accroissement de +6,5%. Au regard des chiffres provisoires du premier trimestre 2014, cette tendance à la hausse devrait se confirmer, et ce quel que soit le type de procédure.

Initiée au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, la progression sur 12 mois glissants du nombre de salariés bénéficiaires de la garantie AGS se poursuit : +4,3% à fin mars 2014.

### Des avances sur 12 mois toujours supérieures à 2 milliards d'euros

Dans ce contexte d'accroissement durable des interventions AGS, le montant avancé sur les 12 derniers mois s'élève à plus de 2,2 milliards d'euros, soit un montant en hausse de +7,5% par rapport à celui enregistré sur les 12 mois précédents. Sur la même période, le montant récupéré, qui est mécaniquement lié aux avances réalisées, se monte à 742,3 millions d'euros, soit une évolution annuelle de +3,3%.

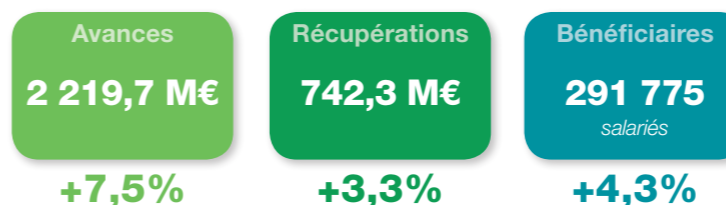
Thierry Méteyé

Directeur national de la Délégation Unédic AGS

## Indicateurs

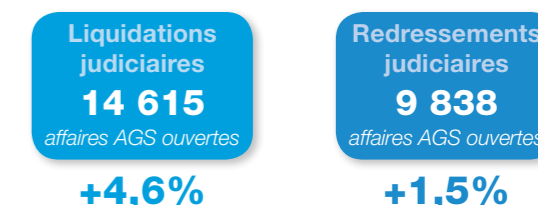
### Dépenses et encaissements de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014



### Evolution des procédures collectives avec intervention de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013



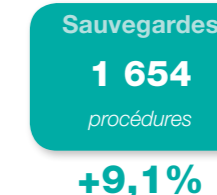
### Montant des cotisations

sur 12 mois glissants : du 1<sup>er</sup> mars 2013 au 28 février 2014



### Evolution des procédures de sauvegarde

sur 12 mois glissants : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013



## Evolution du nombre d'affaires ouvertes au titre de la garantie AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire

### Statistiques

Nombre d'affaires AGS ouvertes	Données au 4 <sup>e</sup> trimestre 2013						Données provisoires au 1 <sup>er</sup> trimestre 2014				
	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants	Jan.	Fév.	Mars	Cumul	
				4 <sup>e</sup> trim. 2013	12 mois glissants					1 <sup>er</sup> trim. 2014	12 mois glissants
Liquidation Judiciaire d'office	1 389	1 140	989	3 518	14 615	+4,6%	1 186	964	429	2 579	13 107
Redressement Judiciaire	956	838	667	2 461	9 838	+1,5%	683	709	285	1 677	8 760
<b>Total</b>	<b>2 345</b>	<b>1 978</b>	<b>1 656</b>	<b>5 979</b>	<b>24 453</b>	<b>+3,3%</b>	<b>1 869</b>	<b>1 673</b>	<b>714</b>	<b>4 256</b>	<b>21 867</b>

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 31 mars 2014).

**Champ.** Les statistiques sur les affaires ouvertes au titre de la garantie AGS une période donnée (trimestre ou année) concernent les entreprises défilantes pour lesquelles le jugement d'ouverture d'une procédure collective (liquidation judiciaire d'office ou redressement judiciaire) a été prononcé au cours de la période et qui ont fait l'objet d'une demande d'avance au 31 mars 2014. **Avertissement.** Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer, essentiellement pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, en raison de la transmission des relevés de créance par les mandataires judiciaires à la Délégation Unédic AGS qui peut être postérieure à la date d'arrêt des données. Même si elles ne sont pas totalement figées, les évolutions fournies sur 12 mois glissants indiquent des tendances fiables.

### Faits marquants

#### Augmentation du nombre d'affaires AGS ouvertes sur 12 mois glissants

Le nombre de liquidations judiciaires d'office et de redressements judiciaires ayant donné lieu à une intervention de l'AGS continue de progresser avec une évolution annuelle à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2013 de +3,3% (contre +5,6% à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre et +3,9% à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre).

Cette hausse reste plus prononcée pour les liquidations judiciaires dont l'accroissement est supérieur de 3 points à celui des redressements judiciaires.

### Tendance

#### Vers une poursuite de la hausse du nombre d'affaires AGS ouvertes

Les chiffres provisoires du 1<sup>er</sup> trimestre 2014 (arrêtés au 31 mars 2014) indiquent un probable maintien de la tendance à la hausse du nombre d'interventions AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire : 21 867 affaires ont déjà été ouvertes sur les 12 derniers mois, soit une hausse de +6,0% par rapport aux données provisoires des 12 mois précédents (chiffres arrêtés au 31 mars 2013).

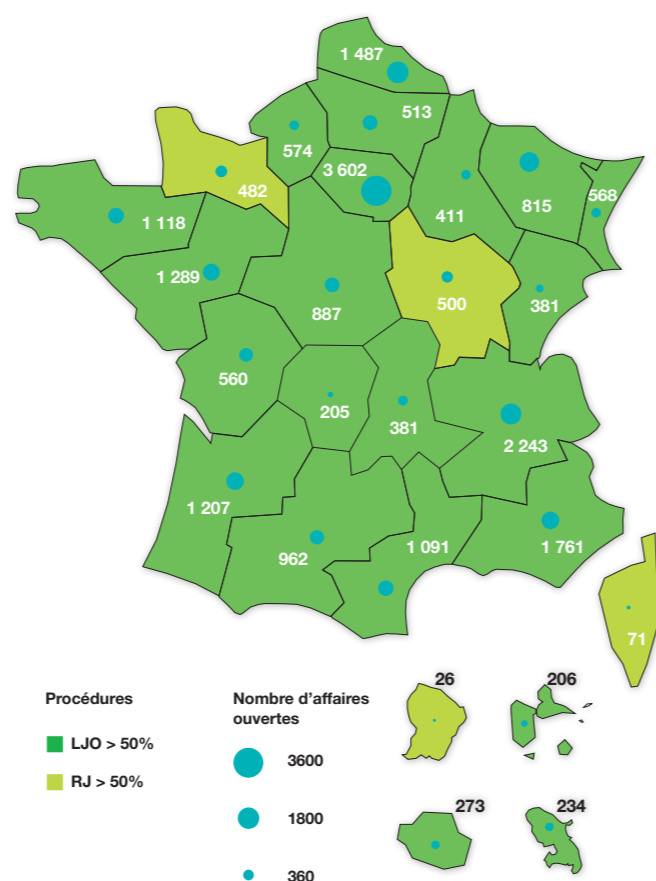
### Focus

#### Près de 47% des interventions AGS dans les secteurs de la construction et du commerce

A la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2014, 27,2% des affaires AGS ouvertes sur les 12 derniers mois concernent des entreprises du secteur de la construction et 19,7% des entreprises du secteur du commerce. Viennent ensuite les secteurs de l'hébergement et restauration, de l'industrie et des activités de service (avec respectivement 12,6%, 10,4% et 10,3% des interventions).

### Cartographie régionale

#### Nombre d'affaires AGS ouvertes en RJ et LJO par région au 31 mars 2014 (sur 12 mois glissants)



Les régions où le nombre d'affaires AGS ouvertes sur les 12 derniers mois (données provisoires) est le plus élevé sont l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Nord-Pas-de-Calais. Par ailleurs, la part que représentent les liquidations judiciaires d'office dans ces procédures est prédominante dans la quasi-totalité des régions, à l'exception de la Guyane, de la Basse-Normandie, de la Bourgogne et de la Corse qui ont une proportion de redressements judiciaires supérieure à 50% sur la période.

## Evolution du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes et d'interventions AGS en procédure de sauvegarde

### Statistiques

Procédures de sauvegarde *	Données au 4 <sup>e</sup> trimestre 2013						Données provisoires au 1 <sup>er</sup> trimestre 2014				
	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants	Jan.	Fév.	Mars	Cumul	
				4 <sup>e</sup> trim. 2013	12 mois glissants					1 <sup>er</sup> trim. 2014	12 mois glissants
Procédures de sauvegarde *	161	128	152	441	1 654	+9,1%	136	145	121	402	1 634
Dont interventions de l'AGS **	20	13	10	43	296	+6,5%	9	5	0	14	206

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 31 mars 2014).

**Avertissement.** Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer en raison des délais suivants : \* la publication de la procédure de sauvegarde par le Greffe peut être postérieure à la date d'arrêt des données ; \*\* la conversion en redressement ou liquidation judiciaire et la transmission des relevés de créance par le mandataire judiciaire à la Délégation Unédic AGS peuvent être postérieures à la date d'arrêt des données. Même si elles ne sont pas totalement figées, les évolutions fournies sur 12 mois glissants indiquent des tendances fiables.

### Faits marquants

#### Hausse du nombre de procédures de sauvegarde sur 12 mois glissants

Avec une évolution annuelle à fin décembre 2013 de +9,1% contre +7,7% à fin septembre 2013 et +8,4% à fin juin 2013, l'augmentation sur 12 mois glissants du nombre de nouvelles sauvegardes se poursuit. En parallèle, le nombre de ces procédures ayant fait l'objet d'une intervention de l'AGS est également orienté à la hausse : +6,5% à fin décembre 2013 contre +9,8% à fin septembre 2013 et +10,3% à fin juin 2013.

Sur les 43 interventions de l'AGS dans des procédures de sauvegarde ouvertes au 4<sup>e</sup> trimestre 2013, 19 ont été réalisées pendant la période d'observation.

Au 31 mars 2014, les régions cumulant le plus grand nombre d'interventions AGS dans des procédures de sauvegarde

ouvertes en 2013 sont l'Ile-de-France avec 15,2% des interventions, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 13,2%, Rhône-Alpes avec 7,8% et l'Aquitaine avec 7,4%.

### Tendance

#### Vers une poursuite de l'augmentation du nombre de procédures de sauvegarde

Au vu des chiffres provisoires du 1<sup>er</sup> trimestre 2014 (arrêtés au 31 mars 2014), le nombre de sauvegardes devrait continuer à augmenter : 1 634 procédures ont déjà été ouvertes et recensées sur les 12 derniers mois, soit une hausse de +6,0% par rapport aux données des 12 mois précédents (chiffres arrêtés au 31 mars 2013).

## Evolution du nombre de salariés ayant nécessité l'intervention de la garantie AGS et du nombre de licenciements

### Statistiques

Nombre de bénéficiaires de la garantie AGS	Janv.	Fév.	Mars	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants
	43 485	33 086	25 099	1 <sup>er</sup> trim. 2014	12 mois glissants	
				101 670	291 775	+4,3%

Source. Délégation Unédic AGS.

Nombre de licenciements dans les affaires AGS	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants
	10 862	10 646	11 171	4 <sup>e</sup> trim. 2013	12 mois glissants	
				32 679	134 031	+7,0%

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 31 mars 2014).

**Avertissement.** Les statistiques sur le nombre de licenciements sont susceptibles d'évoluer en raison du délai d'établissement et de la transmission des relevés de créance par les mandataires judiciaires à la Délégation Unédic AGS qui peuvent être postérieurs à la date d'arrêt des données. Ces chiffres ne s'analysent définitivement qu'avec un recul de 6 mois minimum.

**Bénéficiaires :** salariés ayant reçu au moins un paiement au titre de la garantie des salaires au cours de la période de référence. / **Licenciements :** concernent les salariés ayant une date de rupture du contrat de travail (CDI ou CDD) dans la période de référence.

### Bénéficiaires

#### Hausse modérée du nombre de bénéficiaires

Amorcée à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2012, la hausse du nombre de salariés bénéficiaires de la garantie AGS sur 12 mois glissants se poursuit : +4,3% au 31 mars 2014 contre +3,0% au 31 décembre 2013 et +0,6% au 30 septembre 2013.

### Licenciements

Le nombre de licenciements dans les affaires AGS est en augmentation de +7,0% sur 12 mois glissants à fin décembre 2013.